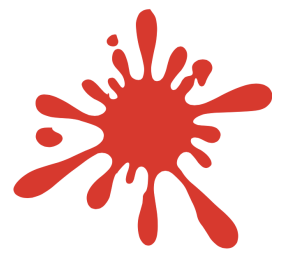




# L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois  
Nouvelle série, n° 76 mars 2023



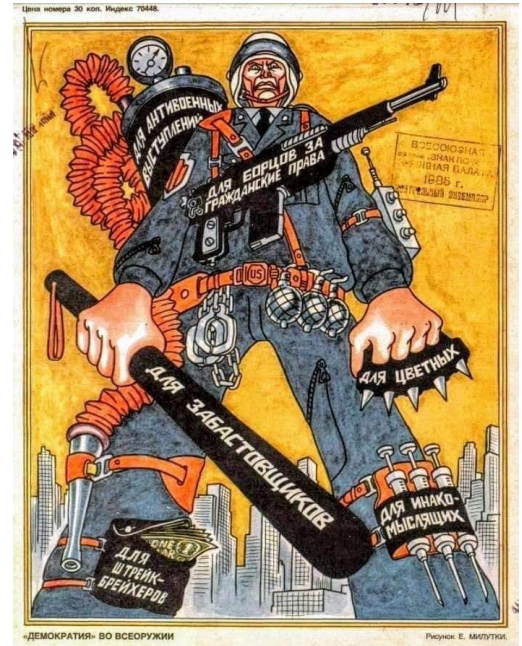
## De quoi l'affaire Simon Brandt est-elle le nom ?

Le PLR et le procureur général de la République et canton de Genève, Olivier Jornot, membre de ce parti, auraient sans doute préféré oublier cette affaire. Et pourtant, l'affaire resurgit, avec des révélations embarrassantes pour le ministère public. L'affaire dont il est question est celle de l'arrestation et de l'interrogatoire de Simon Brandt, ancien candidat au Conseil administratif de la Ville de Genève pour le PLR, et qui fut proche de Pierre Maudet. Cet interrogatoire fut ordonné par le procureur général dans le cadre d'un soupçon de violation du secret de fonction et d'une consultation à des fins non autorisées d'un fichier de la police où Simon Brandt travaillait alors comme assistant administratif. Dans le mandat d'amener, signé de la main d'Olivier Jornot, il est écrit que la police « est expressément habilitée à user de la force (...) ». Il y est notamment donné l'ordre de « procéder à sa fouille (...) de la surface du corps ainsi que des orifices et cavités qu'il est possible d'examiner sans l'aide d'un instrument ». Il y est précisé que l'interrogatoire doit se faire sans la présence d'un avocat. L'affaire initiale pour laquelle Simon Brandt avait été arrêté se serait déjà dégonflée au moment de l'interrogatoire, mais semble-t-il que le but était de l'intimider, et de l'interroger sur...Pierre Maudet. Tout le processus aurait été scandaleusement entaché d'irrégularités. Une enquête parlementaire est ouverte. La Commission de gestion du Grand Conseil a rendu un rapport accablant pour le parquet.

Et pourtant, Simon Brandt est membre du PLR. Il n'en a pas moins subi un traitement scandaleux, que personne ne devrait subir dans un État de droit, dans le cadre d'une affaire qui semble bien être politique. Il en a gardé des séquelles. Mais ce qu'il a vécu reste « léger » comparé à la répression

systematique envers celles et ceux qui ont le « tort », plutôt que d'être membres du parti de la bourgeoisie, de contester le système en place. Acharnement judiciaire pour des faits mineurs, lourdeur des peines requises, fouilles à nu et humiliations, pratiques parfois franchement illégales de la part de la police...sont la norme. Une joyuseté du système : les ordonnances pénales, des peines, parfois lourdes, ordonnées par un procureur, sans passer par un tribunal. Il est possible de faire recours, bien sûr, mais les frais de justice peuvent être ruineux...La répression brutale de l'occupation d'un immeuble laissé vide à la Rue Royaume n'est que le dernier exemple en date d'une trop longue série. Cette célérité dans la répression est à comparer avec la mansuétude de l'État envers un propriétaire apparemment véreux et dans l'illégalité. Une seule expression vient en tête : « justice de classe ».

On croit parfois vivre dans la démocratie la plus parfaite du monde et un État de droit quasiment irréprochable en Suisse. Or, ce n'est pas exact. Certes, cette démocratie est une réalité, les droits démocratiques étant une conquête précieuse du mouvement ouvrier qu'il faut absolument défendre. L'État de droit correspond aussi à une certaine réalité. Mais ce n'est qu'une partie de la réalité. Même en temps normal, l'État suisse possède nombre de caractéristiques très peu démocratiques, l'État de droit présente des lacunes et des zones grises, parfois terrifiantes. Et l'histoire a trop souvent montré qu'à la moindre crise la Suisse peut très vite tourner à la dictature pratiquement sans fards. Derrière les contrepouvoirs réels et précieux que la démocratie offre au peuple, l'État



Une démocratie armée jusqu'aux dents  
Caricature soviétique

suisse est en dernière analyse, comme tout État capitaliste, une dictature de la bourgeoisie. Ses institutions policière et judiciaire n'ont pas pour principale fonction d'appliquer le droit, mais d'assurer le maintien de l'ordre établi, au besoin par une répression arbitraire et pas toujours dans les strictes limites de la légalité. Elles forment une véritable police politique au service de la classe dirigeant. La porosité entre la police et les milieux d'extrême-droite est du reste un fait bien connu.

Le ministère public a certainement fait l'erreur de traiter l'un des siens, dans le cadre de ce qui semble bien être un règlement de comptes interne au PLR, comme il le fait avec les opposants au système. Il s'agit d'un abus sur lequel il est plus difficile pour la bonne société de fermer les yeux. Espérons que cette triste affaire ait au moins le mérite de mettre en lumière les véritables pratiques de l'appareil de répression bourgeois, voire, qui sait, permettre des réformes pour en réduire le pouvoir arbitraire.

**Alexander Eniline**



## « Il faut mettre le peuple au centre des décisions politiques qui sont prises »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidarités et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Forlan Badel**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Je m'appelle Forlan Badel, j'ai 28 ans et je travaille dans l'audiovisuel, principalement comme technicien et réalisateur. Cela fait maintenant près de 4 ans que je suis militant au Parti du Travail. Comme beaucoup de personnes, j'ai commencé à me poser des questions sur le monde et notre système politique lors de la fin de mon adolescence et le début de ma vie de jeune adulte, à me demander ce qui n'allait pas dans le système actuel et ce qu'il faudrait changer. Le tournant, pour moi, ça a été à l'école de commerce lorsque l'on a eu des cours sur la « guerre froide ». On parlait énormément des horreurs pratiquées au nom du socialisme et du communisme en URSS. Soit, mais nous n'avions pas analysé pourquoi il y a eu une révolution socialiste à cette époque là-bas. Nous n'avions pas non plus appris ce qu'il se passait dans l'empire Russe menant à une révolution et surtout nous n'avions lu aucun écrit communiste, juste quelques définitions vagues et quelques citations quelque peu sorties de leur contexte de Marx ou Lénine. J'ai donc décidé de lire de mon côté de la littérature communiste pour essayer de comprendre pourquoi les gens en étaient venus à faire une révolution au nom d'une idéologie qu'on me présentait pourtant comme « l'enfer sur terre ». Après avoir lu des textes classiques comme des textes plus modernes d'analyse sur le monde actuel, ça a fait sens pour moi que des gens et des populations se battent de cette manière pour cet idéal. C'est ce qui m'a amené à

lutter du côté du Parti du Travail qui représente ces luttes.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

C'est difficile de cibler un combat prioritaire à mener, il y a tellement à faire de tous les côtés. Que ce soit la défense des classes populaires et laborieuses, la défense de l'environnement, de l'éducation ou même le fonctionnement de notre démocratie. On voit de plus en plus le profond mépris et le décalage qu'il y a entre des politiciens bourgeois et le peuple. Concrètement le premier travail à effectuer là-bas, c'est de remettre un peu des questions fondamentales au centre des débats et surtout poser des idées plus radicales que ce qui est présent actuellement. On voit bien que les demi-mesures qui sont proposées dans n'importe quel domaine ne règlent rien alors qu'il y a une urgence forte pour sortir une grande partie de la population de la précarité, éviter qu'une autre partie tombe dedans tout en changeant complètement notre rapport aux modes de production actuels. Y aller, c'est avoir une position de combat réel et sans compromis.

### Une éphémère occupation d'un immeuble volontairement laissé vide à la rue Royaume a été réprimée avec un déploiement policier inouï, des violences policières choquantes et de lourdes condamnations pénales. Aucune solution n'a été avancée par l'État par rapport aux agissements du propriétaire, qui est pourtant dans l'illégalité. Quels commentaires peux-tu faire sur ces événements ?

On voit là toute l'hypocrisie de l'État. Il faut rappeler que le rôle premier d'un État est de servir le peuple et de défendre ses intérêts. D'autant que le Conseil d'État genevois a une brochure nommée « Envie », qui se veut être une



lettre d'intention du plan directeur cantonal 2030. Celui-ci prône plus de liberté et surtout de démocratie dans tout ce qui touche à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme, au logement. Ils parlent même de constituer un territoire « Inclusif et solidaire ». Pourtant, on voit ici tout l'inverse de ce que tend à défendre cette brochure. On a un immeuble inhabité et inutilisé depuis plus de deux ans maintenant, uniquement dans un but de spéculation immobilière et nous avons des citoyens et citoyennes qui investissent cet immeuble afin de non seulement donner une vie à ce bâtiment mais aussi une solution à plusieurs personnes à qui l'accès au logement est compliqué. On pourrait voir ici un peuple qui suit pourtant le plan directeur cantonal susmentionné et pourtant l'État chargé de défendre ce plan directeur et de défendre les intérêts de ce peuple, préfère défendre les intérêts des spéculateurs immobiliers. On voit très bien l'hypocrisie de prôner une politique lors des élections et d'écrire de très jolis textes d'intention une fois élu, mais de faire la politique inverse une fois qu'il faut prendre la décision et ça n'est plus possible d'accepter ça. Il faut mettre le peuple au centre des décisions politiques qui sont prises et non pas uniquement une poignée d'individus malhonnêtes. Les besoins du plus grand nombre doivent l'emporter sur les besoins de quelques-uns.





## « Que notre société soit sans discrimination quelque qu'elle soit »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Bluette Staeger**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

J'ai œuvré en tant que bénévole et travailleuse sociale pour les personnes en difficultés et souvent en très grande précarité. Je fais partie du comité de la MQSJ (coprésidente pendant 4 ans). Je suis membre : de l'association l'API ; de Créa'à Vie ; des Amis Suisses de la Termitière et des poètes de la Cité.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats

### prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Une répartition des richesses ; une lutte contre l'exploitation de tout espèce humaine, animale et de la nature sous les ordres du grand capital ; Des assurances sous contrôle démocratique et des logements pour tous à prix modérés ; Une solidarité internationale prônant la paix soutenant les peuples opprimés, affamés et sans abris. Que notre société soit sans discrimination quelque qu'elle soit. La dignité de chacun m'est à cœur.

**La bourgeoisie genevoise s'agite, comme à chaque échéance électorale. Plusieurs grandes entreprises ont fondé une Fondation pour l'attractivité de Genève, le FLAG, dont le mot d'ordre est qu'il faut un grand projet pour l'attractivité de Genève, à base d'une nouvelle baisse d'impôts, parce que notre canton serait déjà un « enfer**



**fiscal », et que tellement de gros contribuables et de grandes entreprises pourraient partir...Mais avons-nous vraiment besoin de cette « attractivité » là ?**

Pas de baisse d'impôt pour les riches, le FLAG se moque du peuple.

## Honte à vous ! Le parlement refuse d'adapter les rentes au renchérissement du coût de la vie

Le Conseil national et le Conseil des États laissent les retraité(e)s sur le carreau. Les deux chambres ont rejeté une adaptation supplémentaire des rentes de 0,3 pour cent, qui avait encore été demandée par le Conseil national en décembre 2022. Ce revirement a été obtenu grâce aux voix du PLR, de l'UDC et des Verts libéraux.

Pour le Parti suisse du travail (PST-POP), il s'agit d'une décision inacceptable : alors que les privilèges fiscaux accordés aux entreprises et aux super-riches sont toujours approuvés par les partis bourgeois au Parlement, ces mêmes forces

politiques poussent les retraité(e)s dans la pauvreté. Honte à vous !

Le renchérissement et l'augmentation des primes d'assurance-maladie touchent de très nombreux retraités. Au total, le renchérissement depuis la dernière adaptation des rentes s'élève à 3,4 %, mais les rentes n'ont été augmentées que de 2,5 % en janvier 2023. Ainsi, selon les calculs de l'Union syndicale suisse (USS), un ménage moyen de retraités risque de perdre environ 8 % de son pouvoir d'achat d'ici fin 2024. Sur l'année, c'est donc un mois entier de rente qui manquera dans le porte-monnaie.

Le PST-POP rappelle que la Constitution stipule clairement que les rentes AVS doivent être adaptées au moins à l'évolution des prix. C'est pourquoi le PST-POP demande depuis longtemps l'adaptation annuelle et automatique des rentes AVS au renchérissement. C'est la seule façon de remplir le mandat clair et d'éviter que la Constitution ne soit bafouée par les politiciens bourgeois.

**Parti Suisse du Travail**

**2 mars 2023**



## « Je lutte pour et je désire une politique beaucoup plus sociale et plus inclusive »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Corinne Edjeou**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

J'ai été élevée par des parents communistes du PdT Nelly et Bernard Buntschu. J'ai eu une scolarité difficile dû à mon TDHA et mon handicap. J'ai évolué en tant qu'autodidacte en tant qu'artiste, BD et peinture.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Je lutte pour et je désire une politique beaucoup plus sociale et plus inclusive pour le handicap que ce soit au travail ou à l'école, plus d'accessibilité dans les transports et les milieux culturels pour les gens handicapés. Qu'on arrête de densifier le centre-ville et qu'on laisse des espaces verts. Je suis pour la protection des personnes LGBTIQ+ et surtout des personnes trans et intersex qui sont complètement ignorées, car moi j'existe aussi. Je lutte pour les droits des femmes et suis féministe dans l'âme. Je mettrai tout en œuvre pour que cela se fasse avec mes camarades de cause

**Plusieurs entreprises ont déposé un recours contre le règlement adopté par le Conseil municipal de Vernier, interdisant la publicité commerciale sur les panneaux d'affichage. Ces entreprises prétendent que ce règlement violerait la « liberté commerciale », voire la « liberté d'expression ».**



**Corinne Edjeou**  
PdT, féministe, pro-LGBTQIA+, artiste peintre à Foyer Handicap, Vernier

### Cette interdiction n'est-elle pourtant pas une bonne chose ?

Ben je suis pour l'initiative zéro pub, ce n'est pas écologique, ni économique, ça coûte cher. Les grosses entreprises gagnent largement assez d'argent pour tourner, c'est moche, classiste, bourgeois et inutile.

## Tromperie dans le matériel de vote : Salika Wenger et Jean Spielmann ne sont pas membres du Parti du Travail

Le Parti du Travail se devait de rectifier des fausses informations, une tromperie flagrante figurant sur le bulletin de vote pour la liste n°11 « Ensemble à Gauche – Liste d'union populaire ». En effet, le nom de Salika Wenger est accompagné de la mention « membre du Parti du Travail », et dans le descriptif de Jean Spielmann figure la mention « PdT ».

Or, c'est totalement faux. Ces deux personnes précitées ne sont en aucun cas membres de notre Parti, puisqu'elles en ont été exclues par l'Assemblée générale du 19 décembre 2022, conformément à la procédure prévue par nos statuts, pour s'être mises sur une liste électorale rivale. Ce qui était la moindre des choses. D'autres partis confrontés à des cas similaires dans le cadre de ces élections cantonales ont agi de la même façon. Ces deux

personnes disposaient, conformément aux statuts, d'un délai d'un mois pour faire recours contre la décision d'exclusion, qui leur a été dûment notifiée. Aucune des deux n'a fait usage de ce droit. A partir de là, l'exclusion devient définitive.

Ce type de procédé mensonger est typique des méthodes des individus à l'origine de la LUP, qui ont dû trouver utile de recourir à cette tromperie éhontée pour tenter de faire croire aux électrices et électeurs que leur liste, qui ne représente qu'eux-mêmes, est une véritable liste d'union, comme la liste Ensemble à Gauche – solidaritéS, DAL, Parti du Travail.

Une telle tromperie est de nature à induire en erreur les électrices et électeurs. Elle nuit au processus démocratique. Aussi, le Parti du Travail s'insurge contre la pratique

du Service des votations et élections, qui a laissé passer de telles fausses informations sur le matériel de vote, alors que nous leurs avons immédiatement transmis tous les documents pertinents au sujet de ladite Assemblée générale, et sur le statut des deux personnes concernées. Il est déjà hautement problématique que le Service des votations ait accepté l'usurpation du nom « Ensemble à Gauche » par la LUP, dans le seul but d'induire en erreur les électrices et électeurs, de semer la confusion entre notre coalition et leur liste. Mais le statut de membre d'un parti politique ne souffre d'aucune zone grise. Il prend fin à l'exclusion. Laisser passer un tel mensonge est inacceptable !

**Tobia Schnebli & Alexander Eniline**





## « j'ai rapidement compris où était ma place : aux côtés des ouvriers, aux côtés du peuple »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Denise Maillefer**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Je suis née à Paris en 1946. Mes parents ont souffert des deux guerres. Ils sont revenus en Suisse en 1947. Nous étions une famille bien modeste. Nous connaissions la misère et j'ai vu ma mère pleurer ne sachant comment finir la fin du mois. Mon père est mort au travail. Il était ouvrier boulanger. Dès que j'ai eu l'âge de travailler, j'aidais ma mère. Je voulais devenir nurse et j'ai travaillé à la Poste pour payer mes études. Adolescente, j'ai rapidement compris où était ma place : aux côtés des ouvriers, aux côtés du peuple. C'est ainsi qu'après quelques années de voyages, j'ai compris que le capitalisme était le fléau de la planète, que les dirigeants et les actionnaires de grandes entreprises profitaient de la misère des peuples pour s'enrichir honteusement. J'ai rencontré

des gens du Parti du Travail et je me suis aussitôt inscrite au Parti.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Pour poursuivre sur le terrain politique les engagements qui ont toujours été les miens : la défense des conditions d'existence des travailleurs, des retraités.

Pour dénoncer les voyous du grand capital qui continuent, malgré les appels incessants des scientifiques, à détruire la nature, à nier les effets désastreux du réchauffement climatique en poursuivant des activités destructrices et néfastes au bien commun.

Pour continuer la lutte pour l'égalité des droits entre femmes et hommes.

Pour empêcher la dégradation des conditions de travail des employées et des employés du secteur public.

Etc....

**La mobilité est un sujet politiquement « chaud ». Le canton déposera plainte contre des activistes d'Extinction rébellion pour avoir dessiné une fausse bande cyclable. De l'autre côté du spectre politique, le PLR défend agressivement la place de la voiture en**



**Denise Maillefer**  
PdT, Assoc. Suisse-Palestine, comité suisse soutien au peuple sahraoui, Carouge

ville au nom du « libre choix du mode de transport ». Mais ce libre choix fait-il seulement sens ? Qu'est-ce qu'il faudrait changer en matière de mobilité à Genève ?

Pour résoudre une partie des problèmes liés à la mobilité en ville, une bonne chose serait d'accepter la gratuité des transports publics, ou la mise à disposition pour chacun d'un abonnement annuel à frs. 100,-.



## « Nous ne pouvons pas compter sur les élus de gauche au gouvernement pour les questions sociales »

Le Parti du Travail présente 17 candidates et candidats sur la liste Ensemble à Gauche, en alliance avec solidaritéS et le DAL, pour les élections cantonales du 2 avril 2023. Pour les faire connaître, nous publierons dans nos colonnes une brève interview de chacune et chacun d'entre eux. Nos questions à **Malcolm M'Baye**.

### Pourrais-tu présenter ton parcours en quelques mots ?

Je suis né à Genève en 1991. J'ai vécu dans plusieurs quartiers (Acacias, Veyrier et Pâquis) jusqu'à mes 20 ans. Après 4 années au collège Sismondi j'ai travaillé comme serveur et DJ au Zoo de l'Usine. J'ai été co-fondateur de l'Association Contre les Arcades Bloquées qui gère un espace culturel dans le quartier des Grottes (l'Arcade aux Grottes). Je suis ensuite parti un peu plus d'une année à Bristol, en Angleterre, où j'ai travaillé dans la restauration. A mon retour, j'ai effectué un apprentissage d'agent en information documentaire (assistant bibliothécaire) au collège et école de commerce Madame-de-Stäel, période durant laquelle j'ai rejoint le parti. Je suis actuellement employé en tant qu'agent en information documentaire à la Bibliothèque de la Cité et comme secrétaire au Parti du Travail.

### Quelle est ta principale motivation pour te présenter au

### Grand Conseil ? Quels combats prioritaires penses-tu qu'il faudrait y mener ?

Je me suis présenté parce que je pense qu'il est nécessaire d'avoir des élus représentant les classes laborieuses au Grand Conseil. Les bourgeois, les hommes blancs et âgés ainsi que les salariés les plus privilégiés y sont surreprésentés. Les mêmes noms de famille s'y retrouvent depuis la création du Grand Conseil, il faut que cela change si l'on veut une meilleure représentation et donc une meilleure démocratie.

Les combats prioritaires à Genève sont à mon avis les loyers trop élevés, les frais liés à la santé et surtout la crise écologique dans laquelle nous sommes.

### Le Conseil d'État, à majorité PS-Verts pourtant, a décidé d'invalider l'initiative pour des transports publics gratuits, portée par les jeunes de gauche. Tu es membre du Comité d'initiative.

### Comment commentes-tu cette décision ? Comment continuer ce combat ?

C'est une décision tragique mais à laquelle nous nous attendions après la décision du Conseil d'État de Fribourg. Les jeunes vertes et socialistes étaient avec nous dans le comité d'initiatives donc on avait quand même un peu d'espoir qu'ils



**Malcom M'Baye**  
PdT secrétaire, assistant bibliothécaire, Genève

puissent faire pencher la balance mais ce n'est pas arrivé. Leurs arguments portaient uniquement sur le report modal alors que la question pour nous est davantage sociale ; cela nous montre que nous ne pouvons pas compter sur les élus de gauche au gouvernement pour les questions sociales.

Pour la suite nous sommes en train de préparer le recours de cette décision au Tribunal Fédéral, nous n'allons pas lâcher ce combat.





## Pour une démocratisation des institutions publiques genevoises, incluons-y les usager·ère·s et le personnel concerné

Les scandales dans les foyers éducatifs à Genève, dont le très médiatique cas du foyer de Mancy, soulignent la nécessité urgente d'un changement dans la gestion des institutions publiques, passant par une meilleure intégration des usager·ère·s, des proches aidant·e·s et du personnel concerné dans ces dernières. Fort·e·s de ce constat, les militant·e·s d'Ensemble à Gauche – solidaritéS·DAL·Parti du Travail proposent un changement de paradigme institutionnel qui permettra une meilleure prise en compte de l'expertise des usager·ère·s, des proches aidant·e·s, ainsi que du personnel dans les institutions de droit public et les commissions officielles dépendant du Conseil d'Etat, de la chancellerie d'Etat ou d'un département de l'Etat, en proposant des modifications de la Loi sur l'organisation des institutions de droit public (LOIDP) et de la Loi sur les commissions officielles (LCOF).

Ces deux projets de loi ne visent à rien d'autre que l'amélioration du fonctionnement démocratique des institutions publiques et de droit public, ainsi que des commissions officielles dépendantes du Conseil d'Etat, de la chancellerie d'Etat ou d'un département de l'Etat à Genève. Ils reposent sur le postulat que les usager·ère·s, les proches aidant·e·s, ainsi que le personnel de terrain des institutions sont au fait des besoins des populations concernées par les activités des institutions à leur endroit. Ces dernier·ère·s sont les plus à même d'évaluer les effets des politiques institutionnelles en œuvre. Ils et elles sont en cela des expert·e·s des réglementations et dispositifs qui s'appliquent à eux et elles. Avec le renforcement de la représentation du personnel ainsi que la systématisation de la représentation des usagers et usagères dans ces espaces, ces projets de loi visent une démocratisation des institutions par une meilleure prise en compte de l'expertise

et de l'intérêt de leurs usagers et usagères. Les inclure dans les conseils d'administration et de fondation des institutions de droit public, ainsi que dans les commis-

sions officielles permettra dès lors de garantir une liaison et une meilleure coordination entre les différentes parties, laquelle, grâce à une dynamique *bottom-up*, donnera lieu à une meilleure représentation des intérêts publics, par une prise en compte de l'expertise de terrain. En outre, concernant les modifications apportées à la LCOF, elles relèvent de quatre principes allant tous dans le sens d'un renforcement du fonctionnement démocratique des commissions officielles. Ils concernent une meilleure représentation des membres du personnel et des usager·ère·s dans ces commissions officielles, la publication des recommandations et des rapports si la commission l'estime nécessaire, le droit à l'autosaisine de ces commissions et l'obligation de réponse du Conseil d'Etat à toutes interpellations desdites commissions dans un délai maximal de 6 mois.

Avec le renforcement de la représentation du personnel ainsi que la systématisation de la représentation des usagers et usagères dans les conseils d'administration et de fondation des institutions de droit public (LOIDP), et l'alliage des principes de transparence, de représentation, d'autosaisine avec un devoir de réponse du Conseil d'Etat à toutes interpellations des commissions officielles (LCOF), les deux projets de loi visent une démocratisation des institutions genevoises et une meilleure prise en compte de



l'expertise des personnes de terrain.

Lors de la conférence de presse qui a été introduite par Jocelyne Haller (candidate Ensemble à Gauche–solidaritéS·DAL·Parti du Travail), Enrico Cambi (candidat Ensemble à Gauche–solidaritéS·DAL·Parti du Travail) souligne en parlant des usagers et usagères, des proches aidants et proches aidantes ainsi que des travailleurs et travailleuses que « *ces personnes sont très rarement entendues alors que ce sont celles qui se rendent compte de l'adéquation des politiques publiques ou pas* ». Selon Nicolas Lampert (candidat Ensemble à Gauche–solidaritéS·DAL·Parti du Travail), « *les usagers et usagères et les salariées sont évidemment ceux et celles qui sont les plus expert·e·s dans l'évaluation des besoins, mais aussi de l'utilisation des ressources de ces différentes institutions* ». Il affirme également qu'avec le dépôt de ces deux projets de loi « *il s'agit de redonner une place prépondérante stratégique et opérationnelle aux agents et agentes des services publics, qu'ils et elles ne soient plus considéré·e·s comme des exécutant·e·s, mais comme des expert·e·s en matière d'efficacité et d'efficience pour autant qu'on leur fasse confiance* ».

**Ensemble à Gauche (solidaritéS – DAL – Parti du Travail)  
Communiqué de presse du 28 février 2023**



## Centre fédéral d'asile de Boudry : des mesures urgentes sont nécessaires

La guerre en Ukraine conjuguée à une augmentation d'autres flux migratoires met le dispositif d'asile sous pression, et tout particulièrement les CFA (centres fédéraux pour requérants d'asile).

Celui de Boudry dans le canton de Neuchâtel, est l'un des 6 centres fédéraux avec tâches procédurales. Il prend en charge un quart des demandes d'asile déposées en Suisse, ce qui en fait le plus grand.

Initialement prévu pour une capacité de 480 places (déclaration d'intention, 2015), le CFA de Boudry a vu sa capacité augmenter à 684 places en 2022, suite à l'extension du site liée au COVID. Durant la période la plus chargée, des pics à plus de 800 personnes ont été constatés. Le site est inadapté à une telle capacité et sur le territoire d'une commune avec une population de 6000 personnes. Des incivilités et délits à répétition génèrent de l'insécurité et un malaise croissant au sein de la population pourtant généralement

favorable à cet accueil. Même s'ils sont le fait d'un petit nombre de requérant-e-s, ils discréditent l'ensemble du système. La situation s'est largement détériorée depuis quelques mois. La surcharge dégrade également les conditions de vie à l'intérieur du centre, générant des tensions.

Il est urgent de prendre des mesures de façon à permettre aux CFA de retrouver la capacité initiale d'occupation et d'améliorer les conditions d'accueil au sein du centre.

Nous prions le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes :

- Est-il prêt à prendre rapidement toutes les mesures permettant au centre de revenir à sa capacité initiale de 480 places ? Comment ?

- Il était initialement prévu de constituer une réserve stratégique permettant d'absorber les pics d'arrivées ; elle a été abandonnée. Comment le

Conseil fédéral envisage-t-il d'absorber à l'avenir les pics d'arrivées sans surcharger les centres ?

- Les forfaits versés aux cantons pour la sécurité, en vertu de l'article 41 de l'OA 2, sont insuffisants. Le Conseil fédéral envisage-t-il de les augmenter ?

- Les transports publics sont particulièrement concernés par les incivilités. Le Conseil fédéral est-il prêt à soutenir la commune et le canton pour y assurer la sécurité ?

- Les pratiques d'autres centres ont montré qu'une amélioration des conditions d'accueil des réfugié-e-s améliore non seulement les conditions de vie, mais également les relations avec la population. Quelles sont les mesures que le Conseil fédéral entend prendre dans ce sens ?

**Denis de la Reussille, conseiller national du PST-POP**

**Interpellation déposée le 14.03.23**

## Résolution de l'ONU et sanctions financières

Le 30 décembre 2022, l'assemblée générale de l'ONU a voté une résolution demandant un avis à la Cour Internationale de Justice sur la question de l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Quelques jours plus tard, pour faire "payer le prix" à l'autorité palestinienne d'avoir œuvré pour cette résolution, le gouvernement israélien a annoncé une série de sanctions, notamment financières, bloquant ainsi des dizaines de millions de dollars dus à l'autorité palestinienne.

Dans une déclaration transmise à des journalistes, une quarantaine d'États membres de l'ONU, réaffirmant "leur soutien indéfectible" à la Cour

Internationale de Justice et au droit international, expriment leur "profonde inquiétude concernant la décision du gouvernement israélien d'imposer des mesures punitives au peuple et à la société civile palestinienne après la requête de l'assemblée générale auprès de la Cour Internationale de Justice. "Quelle que soit la position de chaque pays sur la résolution, nous rejetons les mesures punitives en réponse à une demande d'avis de la Cour Internationale de Justice, et plus généralement en réponse à une résolution de l'assemblée générale, et nous appelons à leur retrait immédiat", ajoutent-ils. De manière totalement

incompréhensible la Suisse s'est abstenue.

- Comment notre pays, membre du Conseil de Sécurité, peut-il tolérer et ne pas condamner des mesures punitives contre tout un peuple ?

- Notre pays ne devrait-il pas au contraire œuvrer à l'amélioration du sort du peuple palestinien, alors que l'actualité de ces derniers jours nous montre une fois encore que la colonisation illégale se poursuit ?

- Quelle mesure le Conseil fédéral entend-il prendre pour exiger qu'Israël respecte enfin le droit international ?

**Interpellation déposée le 28.02.23**





## Quand Alain Berset s'oppose au parti de la guerre

C'est peut-être surprenant, mais il arrive à Alain Berset, conseiller fédéral socialiste (même si ce n'est pas flagrant) et actuel président de la Confédération, de tenir des propos intelligents, à contre-courant et même courageux (quand il ne parle ni des retraites, ni des assurances maladie évidemment).

Alain Berset donnait en effet une interview au journal *Le Temps*, parue dans le numéro du 4 mars 2023. Il était interrogé sur la politique étrangère de la Confédération, principalement en lien avec la guerre en Ukraine. Il a défendu à cette occasion la politique menée par le Conseil fédéral, avec une posture globalement conservatrice – il ne faut pas changer les règles en temps de crise, ne pas toucher aux fondamentaux – et en insistant sur le rôle particulier de la Suisse. Mais il a fondé cette posture sur une analyse plutôt lucide et à contre-courant de la propagande de guerre atlantiste, avec des propos comme ceux qui suivent :

« Je suis très préoccupé par le climat guerrier qui règne actuellement un peu partout dans le monde, y compris en Suisse. On a l'impression que certains acteurs, même d'anciens pacifistes, sont comme emportés par l'ivresse de la guerre. Pourtant, l'histoire du continent et du XX<sup>e</sup> siècle nous a appris à rester très prudents face à une situation qui pourrait devenir extrêmement dangereuse pour l'Europe, pour la Suisse, pour le respect du droit international. Je le dis en rappelant bien sûr que cette guerre est une véritable tragédie pour l'Ukraine et pour le continent. En même temps, nous ne sommes pas naïfs. Ce conflit dure au moins depuis 2014. Nous devons prendre la mesure de la brutalité de l'invasion russe de février 2022, mais on ne peut pas faire comme si l'annexion de la Crimée en 2014 n'avait pas existé ».

L'analyse des événements survenus en 2014 devrait naturellement être plus complexe. La question de

la Crimée n'est pas non plus si simple. Mais c'est en soi un signe de lucidité à saluer que de ne pas s'aligner sur le récit de l'invasion russe comme une sorte d'éclair dans un ciel serein, et de dire que le conflit date en tout cas de 2014. Mais pour le reste, ce n'est pas rien d'entendre le président de la Confédération dénoncer, fût-ce en des mots choisis, la propagande de guerre et ses dangers. Quel contraste avec des décideurs de l'UE et de l'OTAN qui affirment que la guerre ne doit se conclure que par la victoire de l'Ukraine, sans préciser jusqu'où devrait aller cette victoire, ni ne se soucier des conséquences de cette posture belliciste, des désastres sans nombre d'une guerre à outrance ! Dénoncer la dérive de certains pacifistes qui cèdent à la propagande de guerre et deviennent des atlantistes enflammés est un acte courageux et important. Certains devraient écouter ces propos d'Alain Berset.

Alain Berset a également le mérite de s'opposer fermement à tout affaiblissement des clauses de non-réexportation de matériel de guerre vers des pays belligérants, contre les pressions de l'OTAN et les velléités de certains partis au parlement, dont malheureusement aussi le PSS :

« Nous devons être prudents et ne pas changer les règles de droit en pleine crise. La nécessité, pour les pays qui achètent des armes à la Suisse, d'obtenir une autorisation de réexportation ne vient pas de nulle part. Nous avons eu des cas par le passé où des armes de facture suisse ont été utilisées dans des zones de conflit. Aussi, quelle que soit notre appréciation de cette loi, nous sommes tenus de l'appliquer ».

Naturellement, tout cela ne change rien au fait qu'Alain Berset reste un homme d'État au service de la bourgeoisie, et que sa carte de membre du Parti socialiste n'a pour ainsi dire aucune influence sur la



politique qu'il mène. En politique étrangère également, il ne déroge par réellement à cette position de classe. Qu'il ait osé tenir des propos à contre-courant de la pesante ambiance d'union sacrée et de propagande de guerre mérite néanmoins d'être salué. Il a reçu du reste pour cela des critiques de la part du PSS (qui ne le critique pas tant pour ses réformes antisociales), d'inspiration atlantiste. Et que le président de la Confédération ait ouvertement donné raison, en partie du moins, à la position soutenue par le Parti du Travail depuis le début de la guerre en Ukraine mérite d'être remarqué. Alors que la guerre en Ukraine a ouvert la boîte de Pandore, favorisé un retour en force du militarisme un peu partout, permis la renaissance sans restriction du militarisme allemand et du militarisme japonais, conduit à une hausse spectaculaire des dépenses d'armement et de la production d'armes, accru les tensions avec un danger en hausse dramatique d'une conflagration mondiale, aucun allié pour une politique de paix n'est de trop.

**Alexander Eniline**



## Le PST-POP présente son entière solidarité aux victimes du tremblement de terre en Turquie et en Syrie

C'est avec une grande tristesse que le PST-POP a pris connaissance du tremblement de terre qui a frappé la Turquie et la Syrie. La mort de près de 10 000 personnes a été confirmée à ce jour, et des milliers de personnes sont toujours portées disparues. Des villes entières sont en ruines et des centaines de milliers de personnes ont tout perdu, condamnées à survivre dans des difficultés extrêmes, aggravées par le froid et la pluie.

Les secours ont tardé à arriver et sont loin d'être suffisants pour faire face à cette terrible tragédie. La proclamation de l'état d'urgence, en lieu et place d'une mobilisation nationales de toutes les autorités et forces qui auraient pu apporter leur aide, a en réalité aggravé la situation car il a rendu plus difficile le déploiement d'organisation non étatiques.

La situation est pire encore en Syrie, qui souffre d'un blocus économique, financier et commercial que les pays impérialistes, dont la Suisse, continuent d'appliquer malgré la catastrophe en cours, empêchant ainsi une aide humanitaire importante. La région touchée par le séisme et que le gouvernement syrien ne contrôle pas est quasiment isolée et les secours ne peuvent y arriver qu'au compte-goutte. Lorsque des officiels suisses présentent leurs condoléances, c'est hypocrite et n'a pas de sens. Qu'ils commencent par lever les sanctions injustes dont le peuple syrien est le seul à souffrir. Les secours et l'aide humanitaire doivent aussi pouvoir arriver sans entraves

Le manque d'infrastructures et la mauvaise qualité du bâti dans ces pays contribue à ce bilan humain désastreux. En Turquie, les avertissements des experts sur les risques de tremblement de terre ont



été ignorés. Et trop souvent les bâtiments ne sont pas aux normes antisismiques, malgré que des normes légales et des taxes spéciales pour les financer existent. Mais la mauvaise gestion de l'État turc et la corruption font que ces lois restent en pratique lettre morte. La situation est plus dramatique encore en Syrie à ce niveau.

Le PST-POP présente ses plus sincères condoléances pour tous les disparus dans cette tragédie, et toute notre solidarité pour celles et ceux qui doivent continuer à vivre après ça. Plusieurs camarades de notre Parti se sont activement engagés pour apporter une aide matérielle durable aux victimes de ce drame. Le PST-POP salue cet important travail de solidarité concrète.

Même après la fin des opérations de sauvetage, les habitants des régions touchées ont besoin de soutien, pour longtemps. Des millions de personnes sont sans abri, sans eau et ne peuvent même pas enterrer leurs morts à cause du froid. Trop peu d'aide et de soutien arrivent dans les régions touchées. En raison de la situation politique difficile dans la région, la distribution de l'aide dans les pays concernés doit se faire sous contrôle international.

La Suisse doit se déclarer prête à accueillir les réfugiés concernés. En outre, le PST-POP demande un engagement à long terme de la Suisse, tout d'abord par envoi de personnel médical et d'une aide technique civile.

### Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Paraît 10 fois par an

Rédaction, administration

25 Rue du Vieux-Billard

Case Postale 16

1211 Genève 8

[pdt-ge@bluewin.ch](mailto:pdt-ge@bluewin.ch)

[www.pdt-ge.org](http://www.pdt-ge.org)

022 321 79 58

Iban : CH07 0900 0000 1200 8747 5

mention : encre rouge

Éditeur responsable :

Alexander ENILINE

Maquette :

Alexander ENILINE

Ont collaboré à ce numéro :

Alexander ENILINE, Forlan

BADEL, Bluette STAEGER,

Corinne EDJEOU, Malcolm

M'Baye

Délai de remise des textes :

25 avril 2023

Tarif abonnements :

1 an : 20,-

Soutien : 40,-

Donateur : 60 :-





## Form'action 2023 : se former pour mieux lutter

Le retour du printemps annonce comme chaque année l'événement phare des Jeunes POP : Form'action, qui se déroulera à Neuchâtel le week-end de Pâques, du 7 au 10 avril prochain. Comme à son habitude, l'événement ouvert à tout le monde accueille des invité.es de Suisse et d'ailleurs pour des cours et des conférences autour des questions de luttes sociales, d'économie politique et des théories marxistes.

### Un événement attendu

La fête fut belle lors de l'édition 2022 pour le retour de Form'action dans les hauteurs de Neuchâtel. Un public curieux et enthousiaste a pu bénéficier de cours et conférences sur des thématiques variées, avec notamment la participation de membres du Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF), de la Sozialistische Deutsche Arbeiterjugend (SDAJ), de l'ambassade de Cuba en Suisse, ou encore de Pierre-Olivier Poyard, militant de l'ARAC et du Mouvement de la Paix.

### Une invitée de marque

Form'action a l'honneur d'accueillir le vendredi 7 avril l'éditorialiste Léa Chamboncel. La créatrice du podcast *Popol* (talkshow politique qui donne la parole aux femmes), également chroniqueuse pour l'émission d'actualité politique *Backseat*, présentera une conférence au sujet de la place des femmes en politique, une thématique riche de sens au vu de la récente votation AVS21,

# FORM'ACTION

cours,  
concerts,  
conférences,  
tables-rondes,

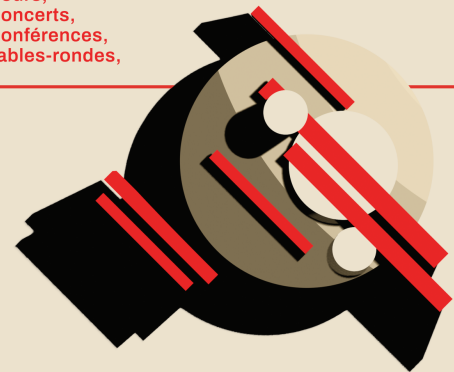
KOMMUNISTISCHE  
JUGEND



JEUNES  
POP

Week-end de formation des Jeunes POP  
du 7 au 10 avril 2023  
Route de Pierre-à-Bot 64  
2000 Neuchâtel

En présence de Léa  
Chamboncel,  
éditorialiste et  
podcasteuse.



Pour plus d'informations :

jeunespop.ch/formaction  
formaction@jeunespop.ch  
sur Instagram: @jeunespopsuisse  
sur Facebook : Jeunes POP Suisse



de la potentielle initiative à venir attaquant le droit à l'avortement, et surtout en prévision de la Grève féministe qui pourrait cette année retrouver la ferveur qu'elle a connue en 2019. La conférence sera précédée d'une table ronde qui traitera de l'éducation. D'autres cours - en français et en allemand, répartis entre le samedi et le dimanche - porteront sur des thèmes chers à la jeunesse POP, tels que le marxisme, l'économie politique, la lutte contre le fascisme ou encore une introduction à la pensée de Gramsci.

### Une fête solidaire et salubre

Outre les moments plus studieux, des concerts et animations coloreront ce week-end en l'honneur des luttes sociales et des valeurs véhiculées par les Jeunes POP. En ces temps où le capitalisme semble

vouloir prouver qu'il n'est pas avare de crises et de moyens d'accroître les conflits entre les nations, un événement tel que Form'action permet l'espace d'un week-end de se retrouver dans un esprit de partage de connaissances, de solidarité nationale et internationale, le tout dans une ambiance chaleureuse et festive dans l'optique de comprendre le monde, pour le changer. Afin de garantir un week-end de qualité et accessible, il est possible de soutenir financièrement Form'action en versant un don sur le compte CCP: 15-56357-0.

**Form'action, du 7 au 10 avril 2023, Maison Océane, Route de Pierre-à-Bot 64, 2000 Neuchâtel. Informations et inscriptions sur [jeunespop.ch](http://jeunespop.ch) ou [formaction@jeunespop.ch](mailto:formaction@jeunespop.ch).**



## La neutralité carbone en 2050 ? Impasse du capitalisme vert et du réformisme écologiste

On aurait envie de dire : ils ont enfin compris. En effet, tous les partis, hormis l'UDC, semblent, si on écoute leur discours public, avoir enfin pris la mesure de l'urgence climatique et s'engager à y apporter des solutions fortes qui s'imposent. On pourrait même avoir l'impression que leur engagement ne se limite pas aux paroles, mais que les actes suivent, tant au niveau fédéral, que cantonal et communal.

Tant la Confédération que le canton de Genève, parmi d'autres collectivités publiques, semblent enfin avoir pris la mesure de l'urgence de la situation et adopter des mesures fortes : la loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat et le plan climat cantonal. Les autorités n'hésitent plus à parler de changements structurels, et disent se donner les moyens pour atteindre la neutralité carbone, soit une situation où l'on n'émet pas plus de gaz à effet de serre en une année que la biosphère n'est pas capable d'en résorber.

Malheureusement, il ne faut pas se réjouir trop vite. Les partis au pouvoir sont loin d'avoir pris la mesure de la situation, car les biais de classe qui limitent leur action politique les en empêchent. Contrairement aux apparences, ils sont loin de traiter la crise en cours comme une crise, et veulent surtout tout changer pour que rien ne change. Quant à l'objectif de neutralité carbone, il est invariablement fixé à...2050. Les partis gouvernementaux prétendent qu'il s'agit déjà d'un objectif très radical. Ce n'est hélas pas le cas. Un tel délai, avec tout ce qu'il implique, aurait même des conséquences irréparables. Seuls certains biais cognitifs de nature politique amènent à se fixer des limites de ce qui est politiquement « réaliste » (du point de vue de la bourgeoisie), quitte à sombrer dans le négationnisme scientifique le plus complet, et à ce que la grande majorité de la population le paye très cher dans un avenir aussi proche que les toutes prochaines décennies.

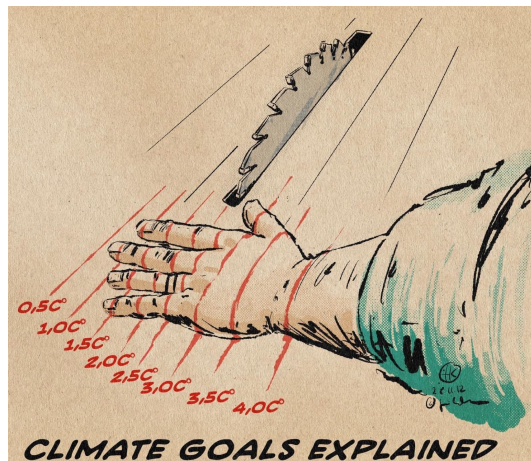
### Rappel de la réalité scientifique

Il faut commencer par rappeler quelque chose qui devrait aller de soi, mais que le système politique actuel et ses partis gouvernementaux peinent à intégrer : la réalité scientifique prévaut nécessairement sur le « réalisme » politique ; avec les lois de la nature, on ne peut pas faire de compromis.

Or, que dit le consensus scientifique à ce sujet ? Par « consensus » scientifique, nous voulons parler du GIEC, dont la représentativité et la rigueur scientifique sont incontestables. Non seulement toutes les projections du GIEC ont été amplement confirmées par les faits, mais, loin d'être alarmistes, elles sont en général très prudentes, trop même, et ont dû régulièrement être revues à la hausse.

Ce consensus scientifique dit clairement que, si on veut encore avoir une chance de stabiliser le réchauffement climatique à 1,5°C, il faut atteindre la neutralité carbone en 2030 déjà. Ce qui implique de renoncer très rapidement aux énergies fossiles. L'objectif est certes très radical. Mais il faut être conscient du fait que le taux de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère est déjà trop élevé, plus qu'il ne l'a été depuis des millions d'années, que cette concentration va rester pour des siècles encore, et que cette crise est cumulative : continuer à rajouter des émissions de gaz à effet de serre, fût-ce plus lentement, revient à aggraver le problème, pas à le résoudre. Et chaque année de perdue aura des conséquences tangibles désormais. Certaines conséquences sont d'ores et déjà irréversibles, et des boucles de rétroaction positive sont enclenchées qui ne peuvent plus être arrêtées.

Il est peut-être « économiquement insoutenable », dans un cadre capitaliste, de mettre en œuvre de tels



changements structurels aussi vite. Au point extrêmement avancé des dégâts infligés à l'environnement, l'exercice serait particulièrement difficile même sous le socialisme. Mais l'économie actuelle est « soutenable » pour peut-être dix ans encore. Mais dans un monde réchauffé à deux degrés ou plus, où le climat sera encore plus dégradé, quelle économie aurons-nous, et de quelle « soutenabilité » pourrions-nous encore parler ?

Actuellement, le réchauffement climatique atteint d'ores et déjà 1,2°C. Et les conséquences en sont dramatiques, même en Suisse. Et elles sont meurtrières ailleurs : ouragans de plus en plus dévastateurs, inondations catastrophiques, montée du niveau de la mer qui stérilise les côtes dont les nappes phréatiques sont envahies par l'eau de mer, sécheresses qui causent des famines... 1,5°C est en réalité un scénario catastrophe, mais c'est encore l'objectif le moins pire qu'on puisse encore espérer atteindre. Et, au rythme actuel, on se dirige vers un réchauffement à 3°C d'ici la fin du siècle. Mais tout le monde ne sait pas à quel point la situation deviendra pire, pas dans des décennies, mais d'ici dix ans. Un exemple, si on ne change rien, ou peu, d'ici 15 ans, le niveau de la Méditerranée aura monté de 20 cm. Ce qui est énorme. Cela implique que le delta du Nil sera envahi par l'eau salée et deviendra stérile. Où iront vivre les dizaines de millions de personnes qui y habitent ?



### Un plan climat cantonal notoirement insuffisant

Le Conseil d'État de la République et canton de Genève, à majorité PS-Verts, est très fier de son Plan climat cantonal, et de quatre autres projets de loi liés, soumis au Grand Conseil.

Ce plan climat se veut une réponse à l'urgence climatique ambitieuse et impliquant des transformations structurelles. Il contient des mesures utiles, comme l'accélération de la rénovation des bâtiments, la réduction du trafic motorisé, etc. C'est mieux que rien. Mais il est hélas bien moins radical que le Conseil d'État ne le dit, et loin d'être à la hauteur des enjeux. Il prévoit une réduction de 60% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, et la neutralité carbone pour 2050. Non seulement c'est trop tard, mais d'autres gouvernements cantonaux ont été plus ambitieux : Neuchâtel vise 2040, et Bâle-Ville 2037. Mais même cet objectif excessivement insuffisant de la neutralité carbone en 2050, ce plan climat ne permettrait pas en fait de l'atteindre.

Car ce plan climat reste entièrement dans le cadre du capitalisme vert. La plupart des mesures sont purement incitatives. La principale en est le subventionnement, à hauteur de 300 millions de francs, des entreprises et des propriétaires immobiliers pour la transition. Sans aucune considération de justice sociale et climatique : alors que les émissions de gaz à effet de serre sont très majoritairement le fait des plus riches (l'empreinte carbone d'un millionnaire est en moyenne de 66 fois plus que celle d'une personne appartenant aux 10% les plus modestes de la population suisse) et des grandes entreprises, non seulement on ne leur interdit rien, on ne les fait pas payer (alors que les sociétés de trading font des profits record sur le pétrole et le charbon !), mais on veut encore les subventionner, avec nos impôts. En revanche, aucune mesure sociale en faveur des classes populaires, aucune mesure de protection de la santé au travail (alors que les

vagues de chaleur font de plus en plus de dégâts).

Le Conseil d'État est fier de comptabiliser aussi les émissions de gaz à effet de serre indirectes, par les importations et par l'aviation...mais il veut y faire face grâce à des mesures de compensation dans d'autres pays. Or, non seulement celles-ci sont souvent colonialistes et au détriment des populations locales, mais aussi totalement inefficaces, et se limitent à l'achat d'indulgences pour pouvoir continuer le *business as usual*. Or, faire semblant de faire quelque chose en se donnant bonne conscience est pire que de ne rien faire, car on croit en avoir fait assez. En revanche, les émissions indirectes des entreprises ne sont pas même prises en compte ; et une mesure phare est la promotion de la « finance durable », alors qu'il est bien connu que c'est du greenwashing. Des solutions techno-optimistes aussi – promotion des voitures électriques, plutôt qu'une diminution drastique de la voiture individuelle, « smart agriculture » plutôt qu'agroécologie – sans aucun souci de la demande en métaux rares et d'énergie que cela implique ; sans même envisager une indispensable sobriété. Certes, le droit supérieur limite la marge de manœuvre au niveau cantonal. Mais de la part d'un Conseil d'État à majorité « de gauche » on aurait pu attendre un peu plus de courage politique.

### Une loi fédérale tout aussi insuffisante

Le 18 juin le peuple devra voter sur la Loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique, contreprojet à l'Initiative sur les glaciers, qui demandait notamment l'interdiction des énergies fossiles d'ici 2050. Les initiants ont retiré leur texte car ils ont estimé que le contreprojet est satisfaisant.

Or, il ne l'est pas et cumule les mêmes défauts que le plan climat genevois. Il ne prévoit pas même l'interdiction des énergies fossiles en 2050, mais vise la neutralité

carbone à cette date, et des objectifs de réduction des émissions progressives, en commençant en 2030, pour y parvenir. Sinon, aussi des mesures utiles (rénovation des bâtiments), mais pour le reste incitatives, et qui se doivent d'être « économiquement supportables ». Pour atteindre nonobstant ces objectifs de neutralité carbone, la loi mise sur les « technologies d'émissions négatives », dont on sait fort bien qu'il ne s'agit que d'une goutte d'eau dans la mer, d'une pure campagne de relations publiques pour continuer à polluer en se donnant bonne conscience. Il faudra voter pour bien sûr, parce que c'est mieux que rien, et parce que c'est l'UDC qui a lancé le référendum avec des arguments démagogiques et des délires climatosceptiques. Mais en étant conscient que cette loi sera loin d'être à la hauteur des enjeux.

Bref, toutes ces mesures sont ridiculement insuffisantes. Elles impliquent de faire aujourd'hui ce qui aurait dû être fait dans les années 90, où une transition en douceur était encore possible, mais qui précisément n'a pas été fait, parce que les décideurs bourgeois avaient alors décidé...de ne pratiquement rien faire du tout. Aujourd'hui, il est trop tard pour ça. On ne peut pas rattraper le temps perdu.

Toutefois, le fait d'accepter le mode de production actuel, le capitalisme, comme cadre intangible (ce que même la gauche modérée fait) implique de s'imposer des contraintes qui ne rendent « soutenables » que des bricolages réformistes, qui permettront tout juste de faire semblant que nous faisons quelque chose...jusqu'à ce que le réchauffement climatique nous rattrape. Il est urgent de changer de système pour briser ces contraintes. Le GIEC parle du reste de la nécessité de changements systémiques. Mais de tels changements systémiques constituent précisément une révolution. Mais une révolution nécessite une théorie révolutionnaire. Or une théorie révolutionnaire, et une seule, a été validée par l'histoire. C'est le marxisme-léninisme





## Le marxisme-léninisme et l'écologie

Contrairement à une idée reçue, mais fautive, le marxisme-léninisme n'est pas un productivisme, antinomique de l'écologie. Une conscience écologique est non seulement présente, mais constitutive de la pensée des fondateurs. Citons à ce propos cet extrait célèbre du livre I du *Capital* de Marx :

« Tout progrès dans l'agriculture capitaliste est non seulement un progrès dans l'art de piller les travailleurs, mais aussi dans l'art de piller le sol ; tout progrès dans l'accroissement de sa fertilité pour un laps de temps donné est en même temps un progrès de la ruine des sources durables de cette fertilité. Plus un pays, comme par exemple les Etats-Unis d'Amérique part de la grande industrie comme arrière-plan de son développement, et plus ce processus de destruction est rapide. Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur. »

Ou cet autre passage de Friedrich Engels, dans *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme* :

« Là où des capitalistes individuels produisent et échangent pour le profit immédiat, on ne peut prendre en considération en premier que les résultats les plus proches, les plus immédiats. Pourvu qu'individuellement le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions. Les planteurs espagnols à Cuba qui incendièrent les forêts sur les pentes trouvèrent dans la cendre assez d'engrais pour une génération d'arbres à café extrêmement rentables. Que leur importait que, par la suite, les averses tropicales emportent la

couche de terre superficielle désormais sans protection, ne laissant derrière elle que les rochers nus ? Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées ».

Les préoccupations écologiques ne furent pas non plus absentes de la mise en pratique du marxisme-léninisme, le socialisme réel. La réalité du réchauffement climatique fut prise au sérieux en URSS, comme en témoigne le rapport présenté par V. Kirilline, vice-président du Conseil des ministres, au Soviet suprême, en 1972 déjà :

« L'atmosphère de notre planète est immense. Le poids de l'air atmosphérique est d'environ 5'000 milliards de tonnes. On pourrait penser que les centaines de millions de tonnes de pollutions qui se sont répandues chaque année dans l'atmosphère et représentent moins de 0,0001% du poids de l'air atmosphérique, sont comme une goutte d'eau dans la mer. Or, c'est loin d'être le cas. Premièrement, avec le temps la quantité de substances polluantes s'accumule, deuxièmement les substances polluantes sont inégalement réparties et, en certains endroits, leur concentration dépasse, dès maintenant, la limite admissible, et, troisièmement, des concentrations même faibles de certaines substances sont dangereuses. Les observations montrent que la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère ne cesse de croître. De l'avis de certains savants, cela peut aboutir, par suite de ce que l'on appelle « l'effet de serre », à une élévation de la température de notre planète qui entraînerait la fonte des glaciers et d'autres conséquences indésirables ».

Cette prise de conscience s'accompagnait également en tout cas de la volonté d'en tirer les conséquences

pratiques, ainsi qu'on peut en juger d'après l'extrait suivant du rapport présenté par Léonide Brejnev au XIV<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, en 1977 :

« En prenant les mesures qui vont permettre d'accélérer le progrès scientifique et technique, nous devons tout faire pour qu'il s'accompagne d'une épargne des ressources naturelles, qu'il ne donne pas lieu à une pollution dangereuse de l'atmosphère et des eaux, qu'il n'ait pas pour effet d'épuiser le sol. Le Parti augmente ses exigences vis-à-vis des organismes de la planification et de la gestion, vis-à-vis des commissions d'étude de projets, vis-à-vis de tous les cadres, en ce qui concerne l'étude et la construction d'entreprises nouvelles, l'amélioration du fonctionnement des entreprises existantes sous l'angle de la sauvegarde de l'environnement. Nous devons, et les générations futures doivent avoir la possibilité de jouir pleinement de tout ce que nous offre la généreuse nature de notre pays. Nous sommes prêts à participer également aux mesures collectives internationales ayant trait à la protection de la nature et à l'utilisation rationnelle de ses ressources. »

Il ne faut bien entendu pas idéaliser le tableau non plus. Même dans la théorie, la conscience écologique n'a pas toujours été centrale, et une tendance majeure a été de voir comme tâche centrale de la construction du socialisme, puis du communisme, l'accroissement de la production matérielle. Il faut dire néanmoins que ce développement de la production n'a jamais été une fin en soi – contrairement à la croissance infinie sans laquelle le capitalisme ne peut se concevoir – mais un moyen pour répondre à des besoins criants et insatisfaits dans des pays qui partaient d'un niveau de développement extrêmement bas et dont la population avait un niveau de vie très insuffisant. Mais les limites planétaires n'ont pas toujours été prises en compte.

La pratique fut encore en-deçà de la théorie, et l'URSS et les pays



socialistes d'Europe de l'Est et d'Asie ne furent pas toujours des modèles en matière d'écologie. L'efficacité énergétique était souvent basse, la consommation d'énergies fossiles guère remise en cause, le gaspillage de ressources parfois important, et les problèmes de pollution et les dégâts à l'environnement réels. Le bilan du socialisme réel en matière d'écologie n'était toutefois pas globalement négatif, et meilleur que celui du capitalisme. Des efforts pour la préservation de l'environnement furent constants et réels, l'obsolescence programmée y était impensable et les produits industriels conçus pour être durables et réparables, des objectifs d'économie de ressources et de recyclages conséquents. Il n'est certes plus possible aujourd'hui de concevoir le socialisme, et la transition du socialisme au communisme, exactement de la même façon qu'on le faisait au XX<sup>ème</sup> siècle. Mais il n'est pas nécessaire de sortir du cadre conceptuel du marxisme-léninisme pour intégrer les enjeux écologiques d'aujourd'hui, et y apporter les réponses radicales qu'ils exigent. La République de Cuba, un pays socialiste, se montre exemplaire en matière d'écologie, et arrive même à être le seul pays qui atteint les objectifs onusiens de développement durable, malgré le blocus ruineux et assassin imposé par les USA.

### Le Parti du Travail et l'écologie

Tout le monde ne le sait pas nécessairement, mais le Parti du Travail a toujours accordé de l'importance à la protection de l'environnement. La question écologique n'était certes pas directement thématique dans les premiers programmes ; on était, dans les années 40 à 70 au début de la grande accélération de l'économie capitaliste, et que les ravages à l'environnement constatables en Suisse et dans le monde étaient encore moindres. Ces questions n'étaient en revanche pas ignorées dans la pratique du Parti. Et l'écologie entre dans les documents officiels du Parti dès les années 70, pour y prendre une importance croissante. Citons par



exemple, le programme d'action du PST-POP, *Vivre mieux et autrement*, de 1979 :

« Le développement anarchique de la société capitaliste porte à l'environnement des atteintes souvent graves. Une solution complète des problèmes écologiques exige donc une modification du caractère de la société. Mais il est indispensable d'utiliser immédiatement tous les moyens efficaces pour sauvegarder et rétablir un environnement naturel sain ».

Ou encore la brochure pour les élections municipales genevoises de 1983, *Avec vous...* :

« Le Parti du Travail est-il un parti écologiste? Non et oui! Non, si l'on considère comme « écologiste » une organisation, un parti dont la protection de l'environnement est le premier, l'unique champ d'intervention; oui, si l'écologie est une préoccupation constante, prioritaire à côté d'autres telles que la recherche de la paix, la défense des intérêts des plus défavorisés, la lutte contre la crise, pour des logements décents, etc.; oui, si le maintien et la protection de l'environnement visent à l'amélioration globale de la qualité de la vie pour tous. Dans ce sens protéger le travailleur, l'habitant, des nuisances auxquelles ils sont exposés par le développement anarchique de notre société visant uniquement à la recherche du profit maximum, a toujours été une de nos préoccupations majeures ».

Les préoccupations écologiques du Parti concernaient alors peu le climat (question qui était encore peu connue du grand public). Il était principalement question des problèmes dus à la pollution, la dégradation des milieux naturels, la finitude des ressources naturelles. Mais les solutions proposées par le Parti étaient assez radicales : limitation du trafic automobile en ville et développement des transports publics, opposition à de nouvelles infrastructures routières. Dans le programme politique de 1991 du PST-POP la question du réchauffement climatique fait son apparition, et il y est écrit que la voiture individuelle devra devenir l'exception plutôt que la norme à l'avenir.

Aujourd'hui, le Parti du Travail prend la réalité de l'urgence climatique au sérieux, et lutte pour des changements structurels radicaux et rapides nécessaires pour sortir dans de courts délais des énergies fossiles et bâtir une économie durable et économe en ressources, compatible tant avec la justice sociale qu'avec les limites planétaires. Nous pouvons conseiller la lecture de la résolution « Pour une planification énergétique » adoptée par le Comité central du PST-POP du 17 septembre 2022. De tels changements structurels nécessitent une rupture avec le capitalisme dans un avenir proche. Autrement c'est le capitalisme qui rendra bientôt la planète inhabitable.

**Alexander Eniline**





**ÉLECTION DU 2 AVRIL AU GRAND CONSEIL :**

# ON N'A PLUS LE TEMPS, CRÉONS LE CHANGEMENT !

**ENSEMBLE A GAUCHE** LISTE 6  
DAL · SOLIDARITÉS · PARTI DU TRAVAIL

**ÉLECTION DU 2 AVRIL AU CONSEIL D'ÉTAT :** LISTE 12

**ENSEMBLE A GAUCHE**

# ON N'A PLUS LE TEMPS, CRÉONS LE CHANGEMENT !

ALEXANDER ENILINE, FRANÇOISE NYFFELER & TEO FREI

**SOLIDARITÉS · DAL · PARTI DU TRAVAIL**

**Rejoignez-nous !**

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

- Je souhaite adhérer au Parti du Travail
- Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge
- Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

NPA : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8

**Rencontre avec Ayari Rojas & Jenifer Lamus**  
Modératrice Renata Cabrales, journaliste féministe colombienne

**Collectif la Trenza**

**Vendredi 17 mars 2023 à 18h30**  
**Rencontre & table ronde**

Le collectif La Trenza accueille les activistes féministes communautaires Ayari Rojas et Jenifer Lamus protagonistes du film "Nostaliques du futur" réalisé par Thierry Deronne & Victor Hugo Rivera.

Ayari et Jenifer viendront échanger, débattre et raconter leur expérience de vie, au sein de leur collectif d'auto-constructrices. Promotrices de la souveraineté alimentaire, de l'art accessible à tous, comme de l'agroécologie, elles nous diront comment elles inventent une autre dynamique sociale et politique au sein de leur commune.

Lieu: **Chacun-e son paradis**  
Rue Leschot 5  
1205 Genève  
Tram et bus Plainpalais

événement organisé en partenariat avec l'association **Paradis collectifs**

**Paradis collectifs**  
Chacun-e son paradis  
espace de création  
collectif d'artistes & artistes amateurs

La rencontre sera suivie à 20h d'un moment d'échange et d'un apéritif